



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET DES TRAVAUX RÉGLEMENTÉS
ET POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

Dossier suivi par : Monsieur GILLARDET

Tél : 04.84.35.42.76

n°2012-481MED

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

**A l'encontre de Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole
concernant le Centre de Stockage de Déchets de la Crau
sur la commune de Saint Martin de Crau au lieu dit "les Gadoues".**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES DU RHONE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1 et L.514-1, L.514-2,

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,

Vu l'arrêté préfectoral n°166-2002A du 2 avril 2004 autorisant la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à exploiter le CSD de la Crau, situé sur la commune de Saint Martin de Crau au lieu dit "les Gadoues",

Vu l'arrêté préfectoral n°137-2010PC du 25 mars 2010 imposant des prescriptions complémentaires pour la Communauté Urbaine Marseille Métropole, concernant la cessation d'activité, les travaux de remise en état, les garanties financières et le suivi environnemental du Centre de Stockage de Déchets de la Crau,

Vu le rapport Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 16 octobre 2012 consécutif aux constatations effectuées sur le site le 30 août 2012,

Vu l'avis de Monsieur le Sous-préfet d'Arles le 15 novembre 2012,

Considérant que des aménagements non nécessaires depuis la fermeture du site sont encore visibles sur la zone Est, Nord Est, et notamment des caissons de stockage de déchets, des engins utilisés pour le compactage des déchets, ainsi qu'un volume assez important de déchets divers (tuyaux plastiques, buses béton, traverses de voies ferrées, ferrailles et massifs de fondation),

.../...

Considérant que les délais de transmission de l'autosurveillance ne respectent pas les délais imposés par l'arrêté du 25 mars 2010, et son article 11.4.1 sur les principes et l'objet du programme d'autosurveillance,

Considérant la nécessité d'imposer à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole de respecter les dispositions réglementaires nécessaires à prévenir les risques et à limiter les nuisances visées aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement,

Considérant qu'en application de l'article L.514-1 de ce même code, lorsqu'il a été constaté le non-respect des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure celui-ci de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

L'exploitant la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, dont le siège social est situé Le Pharo, 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille, est mise en demeure de respecter les dispositions rappelées ci-après :

- **dès la notification du présent arrêté** l'article 11.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2010 « Principe et objectifs du programme d'autosurveillance » alinéa 5 sur les données et résultats de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation, avec une analyse et des commentaires sur les résultats, les causes des éventuels dépassements et des actions correctives mises en œuvre ou envisagées ».
- **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2010 « Suppression des aménagements non nécessaires, nettoyage, évacuation et élimination des produits dangereux » alinéa 1, dès la fin d'exploitation du site, l'exploitant procède à un nettoyage complet du site et de ses abords. Les aménagements non nécessaires sont supprimés en fonction de l'usage futur du site déterminé et l'ensemble des produits dangereux est évacué, et éliminé vers les filières autorisées, dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 2

Les justificatifs d'élimination des déchets restant à éliminer seront transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3

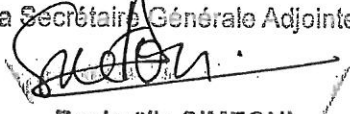
Si à l'expiration des délais susvisés, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L.514-1, 2 et 3 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 4

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement /
- le Vice-amiral Commandant le Bataillon des Marins Pompiers de Marseille
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Monsieur le Maire de Saint Martin de Crau,
- Monsieur le Sous-Préfet d'Arles.

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le, 19 NOV. 2012

Pour le Préfet
la Secrétaire Générale Adjointe

Raphaëlle SIMEONI

